

Droit Des Personnes Et Des Droits De La Famille Cours Cas Pratiques Et Exercices Corrigeacutes Cursus

Yeah, reviewing a ebook Droit Des Personnes Et Des Droits De La Famille Cours Cas Pratiques Et Exercices Corrigeacutes Cursus could accumulate your near associates listings. This is just one of the solutions for you to be successful. As understood, capability does not suggest that you have wonderful points.

Comprehending as without difficulty as harmony even more than additional will come up with the money for each success. adjacent to, the broadcast as with ease as perception of this Droit Des Personnes Et Des Droits De La Famille Cours Cas Pratiques Et Exercices Corrigeacutes Cursus can be taken as competently as picked to act.

Théorie générale du droit et des droits - Louis Josserand 1932

Droit des personnes - Philippe Meier 2021

Leçons de droit civil - Henri Mazeaud 1959

Droit civil - Patrick Courbe
2012-09-12

Ce Mémento présente, dans un style clair et concis, l'ensemble des dispositions de droit civil relatives aux personnes, à la famille et aux incapacités. Sont exposées successivement : les personnes : nom, domicile, état-Civil, droits de la personnalité, notion de personne morale ; la famille : formation et effets du mariage, divorce et séparation de corps, filiation et adoption, procréation médicalement

assistée, obligation alimentaire, le concubinage et le Pacs ; les incapacités : des mineurs, notamment l'autorité parentale et la tutelle, comme des majeurs protégés. Cet ouvrage est indispensable à tous les étudiants qui souhaitent disposer d'une synthèse exhaustive de cette matière essentielle des programmes universitaires.

Les droits de la personnalité des personnes morales de droit privé - Hélène Martron 2011

A l'encontre d'une certaine idée commune, cette étude soutient que les personnes morales de droit privé ont des droits de la personnalité. Définis comme ceux qui protègent ce qui fait

l'essence de chaque personne, les droits de la personnalité sont conciliables avec la nature des personnes morales. Ils permettent de protéger l'organisation sur laquelle se fonde la personne morale et qui la caractérise. La nature particulière des personnes morales impose toutefois d'affirmer les particularités des droits de la personnalité qui leur sont accordés.

Extrapatrimoniaux par essence, les droits de la personnalité des personnes morales se distinguent par leur patrimonialisation accrue et leur caractère fonctionnel. Dénuées de personnalité physique, les personnes morales sont dotées

d'une personnalité sociale, constituée par l'idée que le public se fait de cette organisation. Celle-ci est protégée par le droit au respect de la dénomination et le droit au respect de la considération. Les personnes morales sont aussi dotées d'une personnalité interne qui est protégée par le droit au respect de la vie privée. Dépourvu de toute conception psychologique, ce droit confère à son titulaire le pouvoir de s'opposer à l'immixtion de tiers dans sa sphère personnelle afin d'exercer son activité. Il permet ainsi de protéger le cadre des activités des personnes morales.

Droit civil - Patrick Courbe 2007

Ce Mémento présente, dans un style clair et concis, l'ensemble des dispositions de droit civil relatives aux personnes, à la famille et aux incapacités. sont exposés successivement : les personnes : nom, domicile, état civil, droits de la personnalité, notion de personne morale ; la famille : formation et effets du mariage, divorce et séparation de corps, filiation et adoption, procréation médicalement assistée, obligation alimentaire ; le concubinage et le PACS ; les incapacités : des mineurs, notamment l'autorité parentale et la tutelle, comme des majeurs protégés. La présente édition est à jour de l'ordonnance du 4 juillet 2005

sur la filiation, entrée en vigueur le 1er juillet 2006 et de la réforme du Pacs du 23 juin 2006, entrée en vigueur le 1er janvier 2007. Cet ouvrage est indispensable à tous les étudiants qui souhaitent disposer d'une synthèse exhaustive de cette matière essentielle des programmes universitaires.

Traité élémentaire de droit civil belge: Introduction. Théorie générale des droits et des lois. Les personnes. La famille. 2. éd. (complétée et entièrement mise à jour) 1939 - Henri de
Page 1940

Résumé des commentaires de la Commission des droits de la

personne du Québec sur le
Projet de loi no 106 - 1983

Le phénomène de multiplication
des droits subjectifs en droit
des personnes et de la famille -
Anne-Claire Aune 2007

Il est banal aujourd'hui de parler d'un phénomène de multiplication des droits subjectifs de la personnalité. Mais il convient d'analyser ces droits, tant au niveau qualitatif que quantitatif, aussi bien du point de vue de la technique juridique que de leur finalité sociale. Le droit subjectif facilite l'action en justice. Des ambiguïtés demeurent : dérives patrimoniales qui rendent incohérent le régime juridique,

exclusion de l'embryon du droit à la protection de son corps, mutation du droit au respect de sa dignité sous l'égide de la notion d'autonomie personnelle.

Une série de droits apparaissent dans le vocabulaire courant : droit à disposer de son identité, de sa vie et de sa santé, droit au mariage, à l'enfant. Mais ces droits appartiennent-ils à la catégorie des droits subjectifs qui suppose la possibilité d'exiger d'autrui leur exercice ?

Hormis le droit au divorce, l'expression « droit à » pour désigner ces prérogatives individuelles n'est qu'une commodité de langage.

Droit des personnes et des

droits de la famille - Marie

Hascouët 2010-09-15

Tout le cours par l'exemple

Parfaitement conforme à

l'enseignement du droit des personnes en L1, cet ouvrage étudie successivement le droit des personnes et le droit de la famille. Conçu comme un manuel et un outil de préparation aux TDs, l'ensemble du cours est présenté à travers les trois exercices qui servent à évaluer les connaissances : dissertations, commentaires d'arrêt et cas pratique.

Leçons de droit civil - Henri

Mazeaud 1970

Le sort des personnes âgées au

regard du droit européen des

droits de l'homme - Albert

Evrard 2003

Droit des personnes - Corinne

Renault-Brahinsky 2001

Cet ouvrage présente de façon à la fois synthétique, structurée et illustrée, l'ensemble des connaissances qu'un étudiant en droit (1er et 2e cycles) et qu'un candidat aux divers concours administratifs comportant cette matière doit avoir sur le Droit des personnes. Il s'adresse également à tous les professionnels (travailleurs sociaux, secteur associatif...) désireux de comprendre les règles juridiques qui permettent

de déterminer le début et la fin de la vie d'une personne, physique ou morale, de l'identifier et de la protéger. Sont successivement développés : l'octroi de la personnalité : début de la personnalité juridique, absence et disparition, fin de la personnalité juridique, personnes morales ; les droits de la personnalité : protection du corps humain et de la vie humaine, droit au respect de la vie privée, droit à l'image, droit à la voix ; les autres droits ; sanctions de la violation de l'intégrité morale ; les éléments d'identification de la personne : nom, prénom, domicile, services et actes de l'état civil, état de la

personne ; les incapacités : introduction, l'incapable mineur (condition juridique, autorité parentale, tutelle du mineur), l'incapable majeur (protection occasionnelle, sauvegarde de justice, tutelle du majeur, curatelle).

Droit des personnes - 2e édition
mise à jour et augmentée -

Grégoire Loiseau 2020-05-12

Ne s'intéressant, à l'époque de l'adoption du Code civil, qu'à l'existence publique des personnes humaines, le droit des personnes s'est élargi à la protection des êtres humains. À tous, et de manière égale, ont été reconnus des droits au respect, de la personnalité, respect du corps. Lumineux

dans cette démarche, le droit a révélé au passage des trous noirs quand il lui faut statuer sur la condition de l'être avant la naissance ou après la mort. L'objectif de protection s'est par ailleurs brouillé au contact de l'individualisme libéral soutenant la revendication de droits de disposer du corps ou d'exploiter la personnalité. Les volontés individuelles se heurtent toujours à des interdits pour forcer au respect de l'être humain – non-patrimonialité du corps, réglementation du cadavre – mais le droit des personnes est à un moment crucial de son évolution sous la pression d'aspirations à l'autodétermination. Le trouble

est plus profond encore. Conçu par et pour les êtres humains, le droit des personnes n'est plus leur domaine réservé. Ses règles sont empruntées par les personnes morales. Surtout, la personnalité juridique est convoitée pour d'autres entités, vivantes et sensibles – les animaux – ou pourvues d'une intelligence artificielle – les robots cognitifs. Recentré sur l'humain, il est en outre défié par l'ambition de certains de trafiquer l'espèce humaine dans le but, prétend-on, de l'améliorer : l'individu augmenté serait la créature promise par la technoscience. Face à ces questions, et d'autres aussi, plus classiques, cette seconde

édition, mise à jour et enrichie, fait se côtoyer la modernité juridique de la personne et le sens humain du droit. Il se destine ainsi conçu, à un large public, des étudiants en licence aux candidats à des examens ou concours professionnels (CRFPA, ENM...).

Droit civil. Introduction Biens Personnes Famille - 21e éd. -

Yvaine Buffelan-Lanore
2019-09-18

Après une introduction générale à l'étude du droit, intégrant l'étude du patrimoine, des biens et des droits sur ces biens, les auteurs traitent successivement des personnes et de la famille, couvrant ainsi l'ensemble du programme de première année,

quelles que soient les orientations prises par les facultés. Cette 21e édition tient compte de la jurisprudence la plus récente et des derniers apports de la doctrine contemporaine; elle est également à jour des dernières réformes intéressant le droit des personnes et de la famille. Cet ouvrage s'adresse bien sûr aux étudiants en droit de première année du premier cycle. Mais le degré d'approfondissement, de précision et d'actualisation sur chaque matière traitée le recommande aussi aux candidats aux concours administratifs, aux praticiens, aux universitaires.

Droit civil - Pierre Dupont

Delestraint 1972

Droit civil - Pierre Dupont

Delestraint 1966

Droit des personnes, de la famille et incapacités - 11e ed. -

Patrick Courbe 2020-09-16

Révissez l'essentiel du droit des

personnes et de la famille Ce

Mémento présente, de façon

claire et concise, l'ensemble

des dispositions de droit civil

relatives aux personnes, à la

famille et aux incapacités. Sont

exposées successivement les

normes juridiques qui

gouvernent : - les personnes :

nom, domicile, état civil, droits

de la personnalité, notion de

personne morale ; - la famille :

formation et effets du mariage,

divorce et séparation de corps,

filiation légitime et naturelle,

procréation médicalement

assistée, adoption, obligation

alimentaire ; - les incapacités :

des mineurs, notamment

l'autorité parentale et la tutelle,

comme des majeurs protégés.

Cet ouvrage est indispensable à

tous les étudiants qui souhaitent

disposer d'une synthèse

exhaustive de cette matière

essentielle des programmes

universitaires.

Droit des personnes - 4e ed. -

Astrid Marais 2021-06-16

L'équivalent du cours d'amphi

de droit des personnes. Tout

est chose ou personne. Sujet

de droit, la personne se

distingue des objets de droit sur lesquels elle exerce son pouvoir. Dire que seules les personnes sont titulaires de droits et assujetties à des obligations, implique alors de déterminer celles qui sont reconnues par le droit (personnes physiques et personnes morales). Une fois déterminées, les personnes doivent être identifiées et protégées. L'identification permet de dégager les éléments qui individualisent la personne dans la société et la distinguent des autres (nom, domicile, sexe). La protection de la personne est assurée en garantissant, de manière générale, son intégrité. De

manière spéciale, le droit protège certaines personnes, en raison de leur vulnérabilité, de leur incapacité. Tout est chose ou personne. Sujet de droit, la personne se distingue des objets de droit sur lesquels elle exerce son pouvoir. Dire que seules les personnes sont titulaires de droits et assujetties à des obligations, implique alors de déterminer celles qui sont reconnues par le droit (personnes physiques et personnes morales). Une fois déterminées, les personnes doivent être identifiées et protégées. L'identification permet de dégager les éléments qui individualisent la personne dans la société et la

distinguent des autres (nom, domicile, sexe). La protection de la personne est assurée en garantissant, de manière générale, son intégrité. De manière spéciale, le droit protège certaines personnes, en raison de leur vulnérabilité, de *Droit civil. Les personnes et les droits de la personnalité, la famille, les incapacités* - Pierre Dupont Delestraint 1980

Introduction à l'étude du droit privé: droits, preuves, personnes ; Famille: incapacités - 1955

Droit civil - François Terré 2012
Aptitude à être titulaire actif et passif de droits, la personnalité juridique est reconnue aux

individus, les personnes physiques, ainsi qu'à des groupements, les personnes morales. Le droit reconnaît aussi l'existence de groupements dépourvus de la personnalité juridique : entreprise, famille, etc. Le droit identifie les personnes physiques, par le nom et le prénom ; il les localise par le domicile ou la résidence ; il les identifie aussi par les actes de l'état civil. Il protège leurs libertés et leur reconnaît des droits : droit à la vie, droit à la vie privée, droit à l'intégrité morale, etc. Le subjectivisme contemporain explique une tendance à étendre ces règles aux personnes morales. La

capacité est en principe attachée à la personnalité juridique : les principes de liberté et d'égalité veulent que toute personne soit en principe capable d'exercer ses droits, de s'engager par ses actes. Mais ils cèdent lorsque la personne n'est pas en état de pourvoir seule à ses intérêts. D'où diverses mesures préventives ou curatives destinées à assurer la protection des mineurs et des majeurs, tout en respectant leur autonomie et leur dignité. Définition de la vie et de la mort, statut du corps humain, association de l'enfant aux décisions qui le concernent, accompagnement judiciaire du majeur confronté à des

difficultés mettant en péril sa santé et sa sécurité... : dans une société toujours plus individualiste, le droit des personnes ne cesse d'étendre son emprise, que l'on voudrait toujours bénéfique.

Droit civil les personnes et les droits de la personnalité, la famille, les incapacités.* 8.ed - Pierre Dupont Delestraint 1978

Les grandes décisions du droit des personnes et de la famille - Annick Batteur 2016-03-08

Droit civil - Pierre Dupont Delestraint 1975

Les droits de l'homme des personnes privées de liberté -

Béatrice Belda 2007

Les droits fondamentaux des personnes morales de droit privé - Romuald Pierre 2011-07

Le succès de la notion de "droit fondamental" a profondément marqué l'interprétation des principales normes protectrices des Droits de l'Homme.

Favorisant l'audace des juridictions de tous ordres et l'activisme judiciaire des personnes morales de droit privé, il a permis de consacrer l'idée que ces dernières existaient, aux côtés des personnes physiques, comme de véritables titulaires de droits fondamentaux. Cette extension essentiellement prétorienne du

champ des bénéficiaires de ces prérogatives subjectives s'est

fondée sur l'assimilation des deux catégories de sujets de droit. Cependant, le fondement

retenu est minemment critiquable. En plus de conduire le droit positif à verser dans un anthropomorphisme exacerbé, il ne permet nullement

l'élaboration d'une approche d'ensemble cohérente de la question de la jouissance de droits fondamentaux par les personnes morales. En ce sens,

l'étude s'est attachée à "déconstruire" le système

actuel qui repose sur l'assimilation des personnes morales aux personnes physiques et à proposer une

conception autonome des droits fondamentaux de celles-là. La cohérence de la démarche justifiait l'exclusion de certains concepts tels que "vie privée » ou encore "préjudice moral » pour désigner des situations relatives aux personnes morales et la mobilisation de la dignité et de la liberté humaines comme limites de l'ensibilité de la titularité des droits. Par ailleurs, l'autonomie a impliqué une subdivision des droits fondamentaux des personnes morales en droits matriciels, s'appuyant sur la fundamentalité de la personnalité morale et de l'objet social, et en droits fondamentaux econdaires, accessoires des droits

matriciels. Et, dans certaines hypothèses, la recherche d'un vocabulaire spécifique s'est révélée nécessaire. Les concepts de "vie sociale confidentielle » et "droit d'association réflexif » en sont des illustrations. De manière générale, l'autonomie contribue à révéler le fonctionnalisme qui empreint les droits fondamentaux des personnes morales de droit privé

Les droits maghrébins des personnes et de la famille à l'épreuve du droit français -

Jacqueline Pousson-Petit
2009-09-01

Cet ouvrage poursuit une double comparaison : la première concerne les droits

maghrébins. Au-delà d'un certain pluralisme, ils conservent un noyau dur commun : un droit pénal particulier de la famille et un ordre public familial imprégnés de droit musulman classique ; leurs évolutions sont convergentes. La deuxième comparaison confronte le droit français aux droits précités, qui leur oppose des réponses de plus en plus paradoxales voire incohérentes. Le couple mixte franco-maghrébin cristallise toutes ces tensions.

Leçons de droit civil - Henri Mazeaud 1963

Droit des personnes, des familles et des majeurs

protégés - Annick Batteur 2021

La 4e de couverture indique :

"Depuis plusieurs années, le droit civil des personnes et des familles a connu une transformation radicale. De multiples manières, ces diverses branches du droit ont changé. Certains aspects du droit ont été entièrement créés ou modifiés en profondeur par voie législative (bioéthique, pacte civil de solidarité, majeurs protégés), d'autres l'ont été partiellement (mariage, filiation par le sang et adoption), souvent par des lois successives (autorité parentale, divorce, nom de famille). Le changement est aussi opéré par la jurisprudence. Ces réformes

traduisent un bouleversement profond de la société : introduction de nouvelles formes de vie de couple, place centrale de l'enfant au sein de la famille, accélération du phénomène de vulnérabilité, contractualisation des rapports familiaux. Cette 9e édition intègre les dernières réformes intervenues : loi du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXIe siècle (divorce sans juge), ordonnance du 15 octobre 2015 créant l'habilitation familiale et simplifiant l'administration légale, textes divers sur la santé, la protection de l'enfant, la citoyenneté, le vieillissement, sans oublier les réformes en

droit pénal. Elle fait une large place aux principales décisions de la jurisprudence, notamment du Conseil constitutionnel et de la Cour européenne des droits de l'homme. Destiné aux étudiants des facultés de droit et particulièrement à ceux qui préparent des examens (licence, CRFPA, magistrature, DSN), ce manuel tente d'offrir une réflexion sur le droit des personnes et des familles qui nous renvoie l'image d'une société aux valeurs contradictoires : réifiant le corps humain mais exaltant les droits de l'homme, individualiste mais aussi renforçant la solidarité entre membres de la famille, consacrant l'égalité de l'homme

et de la femme mais créant des structures familiales n'assurant pas toujours la protection du plus faible."

Droit des personnes, de la famille, et incapacités -

Fabienne Jault-Seseke 2022

Le droit des personnes -

Grégoire Loiseau 2020-05-12

Les garanties fondamentales de la personne en droit

humanitaire et droits de

l'homme - Mohamed El

Kouhene 2017-06-26

Nouvelle édition avec préface

du Prince Hassan bin Talal. Le

Droit Humanitaire et les Droits

de l'Homme ont beaucoup en

commun, en témoigne leurs

racines éthiques et spirituelles

communes. « Les garanties

fondamentales » consacrées

par ces deux branches de droit

international, prouvent que

celles-ci ne sont pas en

concurrence, mais sont au

contraire compatibles et

complémentaires. Couronné par

le Prix Paul Reuter 1985

Décerné par le Comité

International de la Croix-Rouge.

Summary in English:

Humanitarian law and Human

Rights have a lot in common;

witness their common ethical

and spiritual roots. "The

fundamental guaranties"

embodied in both set of rules,

prove that these two branches

of international do not compete

but are compatible and
supplement each other.

*Le droit des personnes âgées
d'être protégées contre*

l'exploitation - Claire Bernard
2006

Droit des personnes, de la
famille et incapacités - Patrick
Courbe 2020-09-16

*Les droits de propriété
intellectuelle des personnes
publiques en droit français* -
Catherine Blaizot-Hazard 1991

La richesse d'une Nation se
mesure aujourd'hui au génie de
ses créateurs. Cette phrase,
placée par Catherine Blaizot-
Hazard en épigraphe de sa
thèse, peut à elle seule en

résumer la philosophie. Les
droits de propriété intellectuelle,
qui protègent ces créations,
prennent une place sans cesse
croissante dans l'économie d'un
État. Dès lors, une double
interrogation de départ est
posée : les personnes
publiques (État, collectivités
territoriales, établissements
publics et groupements d'intérêt
public) qui jouent un rôle
prépondérant dans ce domaine,
sont-elles assimilables aux
salariés de droit privé ? La
question fondamentale à
laquelle cet ouvrage est venu
répondre est ainsi la suivante :
un droit conçu pour des
opérateurs privés peut-il
s'appliquer à des opérateurs

publics ?À cette fin l'ouvrage détermine les procédés d'obtention des droits et par voie de conséquence leur étendue, aussi bien pour les droits d'auteur (créations littéraires et artistiques traditionnelles, mais aussi logiciels, banques de données), que pour les droits de propriété industrielle (brevets d'invention, certificats d'obtention végétale, dessins et modèles, topographies de produits semi-conducteurs [les puces]) et le régime juridique applicable à ces droits (redevances versées au profit des personnes publiques, avec éventuellement une obligation de reversement aux agents, exercice du droit

moral si délicat déjà pour des personnes de droit privé, détermination des juridictions compétentes et des actions contentieuses protectrices de ces droits).Un ouvrage qui, à partir de conclusions techniques ponctuelles, donne une réponse doctrinale à l'un des problèmes les plus cruciaux du droit actuel, et qui, ainsi, s'avère indispensable aussi bien aux théoriciens qu'aux praticiens.

Droit des personnes, droit de la famille - Allison Fiorentino 2012

Parfaitement conforme à l'enseignement du droit des personnes en L1, cet ouvrage présente successivement : le droit des personnes, le droit de la famille. Conçu comme un

manuel et un outil de
préparation aux TDs, l'ensemble
du cours est présenté à travers
les trois exercices qui servent à
évaluer les connaissances :
dissertations, commentaires
d'arrêt et cas pratique. Cette
nouvelle édition, revue et
corrigée, prend en compte les
évolutions les plus récentes de
la législation et de la
jurisprudence. Allison Fiorentino,
Maître de conférences en droit
privé à l'Université d'Auvergne
(Clermont-Ferrand). Marie
Hascoët, Docteur en droit privé
de l'Université Paul Cézanne
Aix-Marseille III.

Leçons de droit civil -

Droit civil - Pierre Dupont

Delestraint 1977

Droits de la personnalité -

Bruguière Jean-Michel, Gleize
Bérengère 2015-02-24

Ignorés des rédacteurs du Code
civil, développés par les juges,
les droits de la personnalité ont
été consacrés par le législateur
à partir de 1970 en réaction à
certains dangers technologiques
mais sans véritable souci de
conceptualisation. Sous cette
bannière commune sont en
effet rangés des droits aussi
disparates que le droit au
respect de la vie privée, le droit
à l'image, le droit au respect du
corps humain, le droit à la
présomption d'innocence, le
droit à la dignité, le droit moral

de l'auteur, le droit à l'oubli...
Une véritable auberge juridique
espagnole ! Cette existence
multiple accuse donc plus que
jamais le besoin de cerner
l'essence des droits de la
personnalité mais l'analyse est
brouillée par le fort mouvement
de patrimonialisation qui vient
profondément perturber leur
nature. Le présent ouvrage
s'efforce, tout d'abord, de bien
circonscrire la catégorie des
droits de la personnalité en les
distinguant notamment des

droits de notoriété économique
et en montrant au passage
qu'ils peuvent être parfaitement
reconnus à des personnes
morales. La reconnaissance
des droits de la personnalité
acquise, l'ouvrage montre,
ensuite, comment ceux-ci sont
concrètement mis en oeuvre.
Sont ainsi abordées des
questions aussi variées que les
modalités de l'autorisation de
diffusion, l'articulation des droits
ou leur protection judiciaire.